

La route sinueuse vers LA CONFÉDÉRATION

PAGES 5 à 8

Photo: Chris Lund (Bibliothèque et Archives Canada)



Photo: Gregory Smith (Flickr)

**Des eaux du Labrador
bientôt protégées**

PAGE 2 >



Photo: Capture d'écran

**CSFP: «Déception et perplexité»
face au budget 2024**

PAGE 3 >



Photo: Courtoisie

**Festivités communautaires
régionales en pleine floraison**

PAGE 11 >



- ▶ Terre-Neuve et le Labrador
- ▶ Au fil des jours
- ▶ En français
- ▶ Depuis 1984

Abonnement d'un an **20 NUMÉROS**

papier et numérique **35\$**
paper and digital +taxes

numérique seulement **25\$**
digital only +taxes

www.gaboteur.ca/abonnement



gaboteur.ca

NUNATSIAVUT

DENIS LORD

DES EAUX DU LABRADOR BIENTÔT PROTÉGÉES

Le ministre adjoint des Terres et des Ressources naturelles du Nunatsiavut, Jim Goudie, anticipe que d'ici deux ans, plus de 15 000 kilomètres carrés de la mer du Labrador formeront une aire inuite protégée.

Les gouvernements du Canada et du Nunatsiavut annonçaient le 15 mars dernier la réussite d'une évaluation de faisabilité sur ce projet et sa faveur auprès des citoyens, suite à des consultations dans le territoire autonome de Terre-Neuve-et-Labrador et au Nunavik. Ce dernier semble à l'arrière-plan du dossier alors pourtant que le périmètre visé comporte une zone de chevauchement entre son territoire et celui du Nunatsiavut. La Société Makivvik, qui représente le Nunavik dans ce dossier, n'est pas signataire du communiqué.

Biodiversité

Ce qui serait à la fois une aire protégée inuit et une aire marine nationale de conservation, un statut fédéral, compterait quelque 16 791 kilomètres carrés dans la mer du Labrador, dans les eaux côtières contiguës au parc national des Monts-Torngat. Une zone de 979 kilomètres carrés, la partie la plus septentrionale de cette superficie, doit toutefois être l'objet de discussions avec le Nunavik, qui y possède des droits de pêche commerciale à la crevette, une activité proscrite dans une aire marine nationale, puisqu'elle implique le chalutage de fond, explique Jim Goudie.

«Il n'y a pas de dispute, assure-t-il. Nous avons besoin de discuter plus à fond avec la société Makivvik, qui est des titulaires de droits, ainsi qu'avec Pêches et Océans Canada.»

La région possède une faune variée, notamment des ours, des baleines et des dauphins, des phoques et des oiseaux de mer. L'aire inuite protégée permettrait de

conserver une partie de la région marine du plateau continental du Labrador et les fjords qui s'étendent jusqu'au parc national des Monts-Torngat, et d'y poursuivre les activités traditionnelles et culturelles inuites.

Les aires marines nationales de conservation sont régies par la *Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada* et une norme de protection.

«Il ne doit pas y avoir de contacts avec le fond, détaille le ministre adjoint, pas d'exploration ni de programme de forage pour le gaz ou le pétrole. Certaines réglementations s'appliquent sur le transport maritime; c'est quelque chose que nous devons étudier.»

Selon lui, le projet de mine de terres rares de Strange Lake, s'il venait à être réalisé, n'aurait pas d'impacts environnementaux sur la future aire inuite protégée.

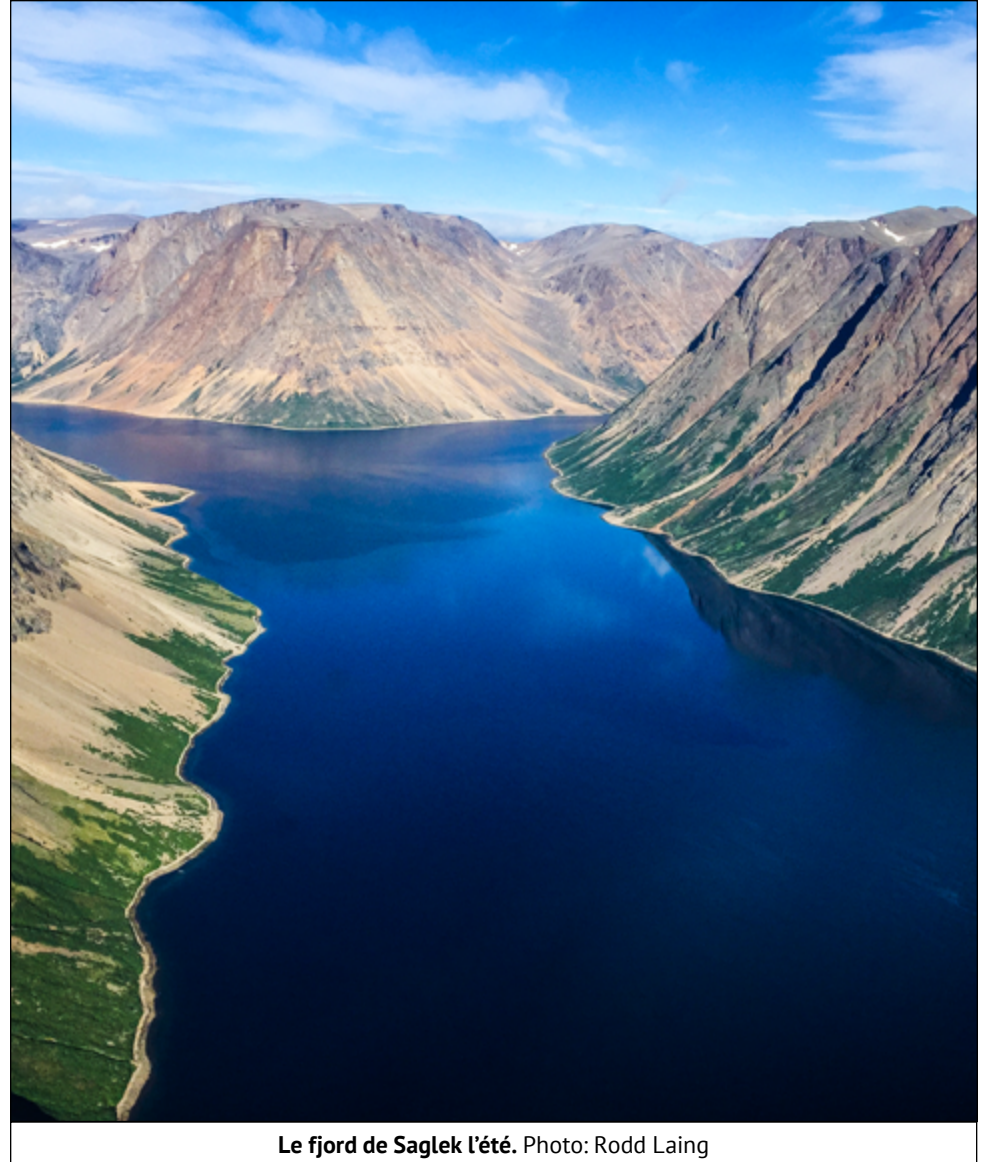
Agenda

Pour finaliser la démarche, explique monsieur Goudie, il faut d'abord que Parcs Canada conclue des protocoles d'entente avec le Nunatsiavut d'une part et avec la Société Makivvik de l'autre. Cette étape sera suivie d'une entente sur les répercussions et les avantages, où il sera notamment question des aspects économiques, de la recherche, de la création d'emplois reliés à l'aire protégée.

«Il faudra transférer nos eaux au Canada, note le ministre adjoint. Mais nous conservons nos droits culturels et traditionnels. Je n'ai aucune crainte face à ça.

[...] Une fois que tout aura été approuvé par mon exécutif, par les ministères [et Makivvik], la protection entrera en vigueur. Mon but, c'est que ça soit fait d'ici

deux ans. C'est un estimé conservateur.» Une seconde séance de consultation avec les Inuits du Nunavik à Kangiqsualujuaq aura lieu en mai 2024.



Le fjord de Saglék l'été. Photo: Rodd Laing

COUVERTURE PRÉ-BUDGÉTAIRE

CODY BRODERICK | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

UNE MANIFESTATION RETARDE L'ANNONCE DU BUDGET

L'histoire d'une journée budgétaire sans budget, et comment les pêcheurs ont obtenu une victoire.

Intitulé *Transformer: Notre santé. Notre économie. Notre province* [traduction libre], le budget provincial pour l'année 2024-2025 a attiré beaucoup d'attention même avant son annonce.

Entre les centaines de pêcheurs manifestants et les dizaines de policiers qui ont retardé la présentation du budget, c'est la période précédant la présentation du budget qui a surtout suscité le remous du public.

Manifestation de travailleurs

Le *Gaboteur* est arrivé au Confederation Building le 20 mars pour l'annonce du budget et a été accueilli dans la confusion totale. Petit à petit, des centaines de manifestants se sont rassemblés devant les portes, empêchant les employés du gouvernement et les médias d'entrer.

Après avoir confirmé à un représentant des médias d'attendre une mise à jour, quelques heures plus tard, les pêcheurs ont atteint un de leurs objectifs: le gouvernement les a entendus et a dû reporter le budget au lendemain pour des raisons de sécurité.

«Le nombre des gens ici est ce qui compte», a souligné un des organisateurs de la manifestation, John Efford, devant la foule.

Ayant déjà affronté des groupes de policiers, dont deux à cheval, les manifes-



La foule a commencé à se rassembler aux premières heures de la matinée le 20 mars dernier, non pas pour écouter la ministre des finances du gouvernement, mais pour faire entendre leur voix. Photo: Cody Broderick

tants ont promis d'être plus nombreux le lendemain matin et ont tenu leur promesse. La gendarmerie provinciale s'est également présentée, mais cette fois-ci avec de nombreux policiers en tenue anti-émeute.

Afin d'éviter de franchir la ligne de protestation, la ministre des finances, Siobhan Coady, a passé la nuit du 20 mars dans le Confederation Building, où le lendemain, elle a finalement pu présenter son budget.

Cependant, les préoccupations de la Chambre d'assemblée, comme celles du public, ont été divisées. En manifestant leur soutien aux pêcheurs manifestants, les 16 politiciens représentant les partis progressiste-conservateur et néo-démocrate ont suivi le budget depuis l'hôtel ALT dans le centre-ville de la capitale.

Les pêcheurs remportent une victoire

Les pêcheurs sont depuis parvenus à un accord avec le gouvernement provincial, ce dernier ayant apporté des changements de politiques qui amélioreront l'accès de ces premiers au marché dans l'industrie. Parmi ces changements, les

crabiers auront le droit de vendre leurs prises à des acheteurs de l'extérieur de la province et les pêcheurs de tous types d'espèces pourront vendre leurs marchandises à n'importe quel acheteur. Le gouvernement accepte également la délivrance de nouveaux permis de transformation et l'augmentation de la capacité maximale de transformation.

Le syndicat de pêcheurs, FFAW-Unifor, s'est félicité de cette victoire dans un communiqué de presse le 22 mars dernier: «Ce qui a été accompli grâce au pouvoir de l'action collective n'est pas un mince exploit. Ceci est un premier pas important vers le rétablissement de l'équilibre, car les pêcheurs reprennent le contrôle et augmentent la concurrence sur le marché», a déclaré Greg Pretty, président du syndicat.

L'Association of Seafood Producers accuse cependant les manifestants de diffuser de la «propagande et de la désinformation», déclarant dans un communiqué de presse que l'octroi de nouvelles licences de traitement et l'augmentation de la capacité de traitement auraient des «effets néfastes» sur le secteur de la transformation des produits de la mer.

BUDGET PROVINCIAL 2024

CODY BRODERICK | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

NOTRE SANTÉ, NOTRE ÉCONOMIE, NOS PORTEFEUILLES

Que vous ayez suivi les manifestations qui ont eu lieu devant le Confédération Building, que vous ayez été occupés ailleurs ou que vous ayez aussi suivi la présentation du budget provincial, voici les grandes lignes budgétaires de la province pour l'année 2024-2025.

Le budget de cette année, malgré ses prétentions de grandes transformations (il est intitulé *Transformer: Notre santé. Notre économie. Notre province*), n'est pas ce qui restera dans les mémoires du public. Ce sont plutôt les nombreux manifestants à l'extérieur qui ont attiré l'attention. Cela dit, le budget demeure un outil privilégié pour comprendre les grandes transformations sociales et économiques que nous annonce la ministre des Finances, Siobhan Coady.

Une transformation de l'économie?

Le gouvernement provincial prévoit un déficit de 152 millions de dollars et une dette nette de 17,8 milliards de dollars, dont 2,8 milliards de nouveaux emprunts, en espérant revenir à l'équilibre budgétaire en 2025-2026.

Malgré l'intérêt porté à l'énergie éolienne et à l'hydrogène-ammoniac, le gouvernement provincial continue d'investir dans le pétrole «à faible teneur en carbone». Les recettes pétrolières, qui représentent 15% des revenus totaux, devraient s'élever à 1,6 milliard de dollars, avec un prix moyen du pétrole de 82\$ US le baril.

«Le redémarrage du FPSO Terra Nova a été positif pour l'industrie et les centaines de personnes qu'elle

emploie», a noté la ministre dans son discours. «Nous sommes également ravis des progrès réalisés dans l'extension du projet West White Rose, dont la première pétrole est attendue en 2026», ajoute-t-elle, citant également les efforts d'exploration d'ExxonMobil et le projet Bay du Nord d'Equinor.

«L'Association canadienne des producteurs pétroliers a noté en février qu'il reste un potentiel important de croissance et d'augmentation des exportations à l'avenir, les investissements dans le pétrole extracôtier de la province devant augmenter jusqu'à 2 milliards de dollars en 2024», poursuit-elle.

Le tourisme reste quant à lui un secteur économique important cette année selon le budget. Pour souligner l'Année des arts et le 75^e anniversaire de l'entrée de la province dans la Confédération canadienne, 10 millions de dollars seront dédiés pour financer des initiatives culturelles et patrimoniales, dont une bourse d'études destinée à 75 élèves de 12^e année.

Le gouvernement ne prévoit aucun nouvel impôt, ni aucune augmentation de taxe ou de frais cette année. Si des initiatives telles que la prestation pour enfants, qui a triplé cette année, ou le programme de supplément de revenu et le programme de prestations pour les personnes

âinés, qui recevront respectivement 85 millions et 70,3 millions de dollars cette année, sont destinées à aider les personnes dans le besoin, aucun nouveau soutien direct au coût de la vie n'est proposé dans le budget.

Investissements records dans la santé

Le gouvernement vante ses dépenses en soins de santé de 4,1 milliards de dollars comme étant l'engagement le plus important de l'histoire de la province. Les dépenses totales en santé représentent près de 40% du budget et comprennent entre autres des initiatives telles que le recrutement et la rétention des travailleurs de la santé, la création de nouvelles places à la Faculté de médecine de l'Université Memorial pour les étudiants de la province, la création d'équipes de soins familiaux à Baie Verte, Springdale, Lewisporte, Portugal Cove-St. Philip's et au centre-ville de St. John's, le lancement d'une nouvelle application de soins de santé en ligne, MyHealth NL.

Un autre financement de 8 millions de dollars sera alloué pour ajouter plus de 20 médicaments au programme provincial de médicaments sur ordonnance pour ceux qui souffrent du cancer, du lupus et des infections des sinus, ainsi que les personnes ayant besoin d'une transplantation.



Pour découvrir le budget dans sa totalité, rendez-vous en ligne au www.gov.nl.ca/budget/2024. Photo: Capture d'écran

SUITE EN PAGE 10

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL

CODY BRODERICK | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR - ATL

«DÉCEPTION ET PERPLEXITÉ» FACE AU BUDGET 2024

Le gouvernement provincial annonce dans un communiqué de presse du 21 mars que le budget 2024-2025 présente des «investissements records dans les infrastructures de santé, d'éducation et de logement», mais selon le Conseil scolaire francophone provincial, le budget ne permet pas d'offrir une éducation équitable à la population de langue officielle minoritaire de la province.

«Il y a quatre ans, nous avons décidé de nous attaquer ensemble à des problèmes difficiles [...]. Le travail se poursuit et s'étend: logement, réduction de la pauvreté, éducation», a conclu la ministre des Finances, Siobhan Coady, lors de la présentation du budget provincial le 21 mars dernier.

À la suite de la présentation de la ministre, le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP) a dénoncé le budget 2024-2025, déclarant dans un communiqué de presse le 21 mars que malgré le titre de ce dernier, *Transformer: Notre santé. Notre économie. Notre province*, «le budget provincial n'est pas quelque chose qui "appartient à tous" à Terre-Neuve-et-Labrador».

Les besoins de différentes communautés, incluant la minorité linguistique francophone, «continuent d'être ignorés et négligés», peut-on lire.

Le budget de fonctionnement alloué au CSFP sera de 9 347 100\$ cette année, soit

une augmentation d'environ 200 000\$ par rapport à l'année dernière.

Avec des «grandes demandes» adressées au gouvernement provincial au cours de l'année écoulée, le président du CSFP, Michael Clair, estime que ce budget est tout simplement insuffisant.

L'école Boréale: possibilité d'un recours en justice

«On était très déçus que le gouvernement ne nous ait pas annoncé une nouvelle école ou l'agrandissement de l'école à Happy Valley-Goose Bay», regrette monsieur Clair. Le CSFP milite pour de meilleures infrastructures à l'école Boréale depuis «au moins quatre ans», dit-il.

«Du point de vue des infrastructures, y a des experts nationaux qui nous disent que c'est une des pires écoles de la minorité francophone au Canada», déplore-t-il en ajoutant que le CSFP considère la possibilité de porter l'affaire devant les tribunaux.

«Ce serait notre dernier recours», précise le président.

L'école Boréale ne dispose pas de gymnase, de bibliothèque, de laboratoire, ou de cafétéria. Il craint que les élèves et leurs familles considèrent l'offre des écoles anglophones voisines et décident de s'y inscrire à la place de l'école francophone.

Il y a actuellement 28 élèves de la maternelle à la neuvième année à l'école, qui offre un programme jusqu'à la 12^e année, mais Michael Clair est sûr qu'il y a d'autres ayants droits dans la région.

«Happy Valley-Goose Bay, c'est un centre de services où il y a des bureaux fédéraux. Il y a une base militaire, il y a des agents de la police montée. C'est une communauté qui est très éveillée, qui attire des gens d'un peu partout. Puis c'est proche du Québec, alors on sait qu'il y a des francophones dans la communauté et ceux-ci méritent une meilleure école du point de vue des infrastructures.»

Le CSFP a déjà commandé une étude d'ingénierie pour l'école Boréale il y a quelques années mais au fil du temps, Michael Clair dit que «tous les coûts de construction ont augmenté». Il souligne pourtant que jusqu'à la moitié des coûts liés à l'agrandissement de l'école pour en faire un Centre scolaire et communautaire, comme le Centre des Grands-Vents à St. John's ou le Centre Sainte-Anne à La Grand'Terre, pourrait être subventionnée par le gouvernement fédéral.

«Depuis le passage de la Charte des droits et libertés, il y a eu beaucoup de jurisprudences à travers différentes provinces qui affectent l'éducation, donc on a déjà une base de données légales [et] réglementaires qui définissent les droits de la minorité francophone. Et je crois que si on allait en cours pour l'école Boréale, les chances sont très bonnes qu'on ait gain de cause.»

SUITE EN PAGE 10

ÉDUCATION

CODY BRODERICK | IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR

APPRENDRE EN FRANÇAIS, DU DÉBUT JUSQU'À LA FIN

Le projet concernant l'éducation postsecondaire et la formation continue en français à Terre-Neuve-et-Labrador de la FFTNL, après avoir vu le jour en janvier 2023, a fait de grands pas pour élargir son offre de programmes en langue française dans la province.

Depuis 2023, Étienne Vuillaume est responsable du projet d'éducation postsecondaire et de formation continue en français à Terre-Neuve-et-Labrador, établi par la Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL). Sa mission? Établir un continuum éducatif francophone dans la province qui va au-delà du système primaire et secondaire.

«Un continuum éducatif en langue française dans un environnement majoritairement anglophone est essentiel si l'on veut promouvoir la diversité linguistique, préserver la culture francophone, offrir des possibilités d'éducation, et favoriser l'intégration sociale de toute la population de la province, sans exception», affirme le responsable, ajoutant que la *Loi sur les langues officielles* a été récemment modifiée pour favoriser l'épanouissement culturel et économique des communautés francophones en contexte minoritaire.

L'offre postsecondaire actuelle

«Comme ailleurs au pays, il est fondamental que l'ensemble des habitants de Terre-Neuve et du Labrador aient accès à la possibilité d'apprendre dans les deux langues officielles du Canada; et ce, quel que soit l'âge auquel on apprend, et quelque soit l'environnement dans lequel on se trouve», dit-il.

Dans la province, les seuls programmes de langue française postsecondaires sont proposés par le Département des langues, littératures et cultures vivantes de l'Université Memorial (MUN) au niveau baccalauréat et maîtrise. Ces programmes sont principalement ciblés aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas le français, mais ils permettent aux locuteurs natifs de les suivre. Cependant, avec certaines restrictions:

«Veillez également noter que, conformément au règlement 15.13.2,

les locuteurs natifs du français et les étudiants dont la maîtrise du français est proche de la langue maternelle ne recevront normalement pas de crédits pour les cours suivis en première année dans leur langue maternelle et ne seront pas autorisés à demander des crédits au niveau de la première année» [traduction libre], peut-on lire sur le site Web de MUN.

Le College of the North Atlantic n'offre que des cours de français de base.

Un travail de concertation

Avec le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP), le Centre de la petite enfance et famille (CPEF) Les P'tits Cerfs-Volants, Horizon TNL, Franco-Jeunes de Terre-Neuve et du Labrador, et Canadian Parents for French NL et les associations régionales francophones, ainsi que l'Université Memorial et le College of the North Atlantic, la FFTNL fait partie d'une Table de concertation qui travaillait sur un plan d'affaires pour ce continuum.

La Division des programmes et services du ministère de l'Éducation, la Division de l'alphabétisation et des services institutionnels du ministère de l'Éducation et le Bureau des services en français du ministère du Gouvernement numérique et de Service ont également participé à la planification, précise le responsable du projet.

«C'est cette dynamique [de partenariat], combinée à mon sens de l'engagement, qui m'a motivé à prendre en charge ce dossier», ajoute-t-il.

Après une année de travail, le 29 février dernier, la FFTNL a finalement remis ce plan d'affaires qui couvre les années 2024-2029 à la ministre de l'Éducation, Chrysta-Lynn Howell, et à la ministre du Gouvernement numérique et de Service TNL et ministre responsable des Affaires

francophones, Sarah Stoodley. Monsieur Vuillaume précise que ce plan «contient une analyse des besoins, une analyse du marché, une identification des populations-cibles, et les enjeux relatifs à chacun des aspects des deux volets que sont l'éducation postsecondaire d'une part et la formation continue d'autre part». Selon l'étude, plus de 20 000 personnes dans la province pourraient bénéficier de tels services.

«Nous leur avons expliqué qu'il s'agit maintenant pour le gouvernement provincial de s'engager d'une part financièrement pour soutenir nos recommandations, et d'autre part sur un aspect sur lequel il a du pouvoir: celui de la gouvernance légitime», ajoute-t-il. «L'histoire de la francophonie à Terre-Neuve-et-Labrador mais aussi de l'éducation postsecondaire publique, montre que l'éducation postsecondaire et de la formation continue en français ne sera durable, responsable, et dynamique qu'avec une gouvernance légitimée par le gouvernement provincial. Ils en ont pris note.»

Le plan d'affaires a été remis quelques jours avant sa participation au Sommet national sur l'apprentissage pour la francophonie canadienne. Organisé à Ottawa du 4 au 6 mars dernier par le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences, sous le patronage de la Commission canadienne pour l'UNESCO, cette rencontre était une occasion rêvée pour le responsable du projet de réseauter avec d'autres gens et organismes ayant des objectifs similaires et de découvrir de nouvelles façons de relever des défis.

Qu'est-ce qu'il a découvert grâce à ces échanges? «D'un océan à l'autre, les enjeux des minorités francophones se recourent: difficulté à accéder à une pluralité de formations, la faible vision politique des gouvernements en matière d'éducation aux adultes, le financement insuffisant des établissements postsecondaires



La FFTNL a remis son plan d'affaires pour son projet d'éducation postsecondaire et de formation continue en français à Terre-Neuve-et-Labrador au gouvernement provincial le 29 février dernier. Dans la photo avec les représentants du gouvernement se trouvent Gaël Corbineau, directeur général de la FFTNL, Tony Cornect, président de la FFTNL, et Etienne Vuillaume, coordonnateur du projet. Photo: Courtoisie

publics pour agir de manière structurante afin de répondre aux besoins des communautés francophones du pays», explique le responsable du projet. «À Terre-Neuve et au Labrador, nous avons en plus le défi d'être de petites communautés très dispersées», ajoute-t-il.

Selena Mell, directrice de l'Éducation du CSFP, qui a également assisté au Sommet, souligne que les collaborations éducatives et communautaires sont essentielles à la réussite pédagogique continue. «Nous devons abandonner le travail en isolation et reconnaître l'importance d'une approche collaborative, comprenant que l'apprentissage tout au long de la vie, de la petite enfance à l'âge adulte, est tout aussi vital pour l'enrichissement de la langue et de la culture. Dans un contexte minoritaire, l'aspect communautaire revêt une importance particulière et des efforts collectifs pour fournir un soutien, favoriser les opportunités et faciliter la croissance.»

Monsieur Vuillaume confirme que cette collaboration communautaire est une des points centraux du plan d'affaires: «La création d'espace de partage communautaire-éducation postsecondaire et de formation continue en français n'est pas simplement abordée au passage dans ce plan d'affaires. Cette question est l'un des trois grands axes stratégiques sur lesquels il est urgent d'agir», dit-il.

«Davantage d'espaces d'échanges et de rencontres, enracinés avec les milieux éducatifs, collégiaux, universitaires et professionnels et pas uniquement axés sur le communautaire, serait d'énormes atouts pour notre francophonie provinciale», résume ce dernier.

La prochaine étape

Depuis le mois de mars, la Table de concertation collabore avec l'Université Memorial et le College of the North Atlantic, pour mener une étude de faisabilité afin de créer des programmes en langue française.

«Il est maintenant venu le moment de creuser en profondeur les capacités des deux établissements publics de la province [pour] développer leur offre sur ces deux aspects», explique monsieur Vuillaume.

«Nous aurons les résultats concrets en juin prochain», confie-t-il.

Le projet d'éducation postsecondaire et de formation continue en français a été financé au niveau provincial, par le Programme des langues officielles dans l'enseignement, et au niveau fédéral, par le programme Développement des communautés de langue officielle, volet Vie communautaire, du Fonds stratégique. Selon les états financiers de la FFTNL pour l'exercice terminant fin mars 2023, le gouvernement provincial a contribué à hauteur d'environ 40 600\$, et le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada a investi 93 900\$.

Le GABOTEUR

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, bureau 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585

Canada

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier Nancy Boutin
Ysabelle Hubert Andrée Thoms
Navel Sarr

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Idriss Chafroud - dg@gaboteur.ca

Rédacteur en chef
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Journaliste stagiaire
Liz Fagan - stage@gaboteur.ca

Mise en page
Jessie Meyer

Ont collaboré à ce numéro
Denis Lord, Matthew Parnell, Jacinthe Tremblay,
Marc Poirier (Francopresse), Pascal Lapointe
(Sciencepresse), Caroline Fortune

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 600 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing
anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
admin@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement

réseau@presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur article d'actualité, meilleur article
communautaire et meilleur projet spécial imprimé

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleure chronique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur article d'actualité

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture, meilleure
photographie et meilleur projet spécial imprimé

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article d'actualité

LE GABOTEUR INC. est membre de du
Réseau.Presse. Nous sommes fiers
d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

Chronologie

LES PETITS PAS VERS LA CONFÉDÉRATION

Certains disent que Terre-Neuve-et-Labrador est entré dans la Confédération à minuit le 31 mars, pour éviter qu'il ne soit associé au poisson d'avril. Loin d'être une plaisanterie, cette décision aurait désormais des répercussions sur la population de la nouvelle province.

LIZ FAGAN

1864: Les premières réunions pour proposer la Confédération aux colonies britanniques de l'Amérique du Nord ont lieu. Terre-Neuve n'est pas présente pour la première de ces rencontres.

1866: Conférence de Londres durant laquelle le gouvernement britannique et ses colonies s'entendent sur les termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

1867: La Province du Canada, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse travaillent ensemble pour former le Dominion du Canada. La frontière floue entre le Labrador et le Québec étant située autour de la ligne Laurentienne, des conflits entre le Rocher et la Belle Province suivront pendant les 60 prochaines années.

1869: Élections générales à Terre-Neuve. La question de l'entrée dans la Confédération canadienne est centrale. Le parti pour le gouvernement responsable remporte la victoire.

1895: Une autre chance de négocier l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération se présente. Les négociations n'aboutissent pas, et la colonie réussit à survivre grâce à l'obtention d'un prêt. Il n'y aura pas de négociations officielles pendant plus de 50 ans par la suite.

1907: Terre-Neuve devient un Dominion.

1927: Après des frontières longtemps fluctuantes au Labrador, la Big Land, comme on le connaît aujourd'hui, devient partie de la Dominion terre-neuvienne.

1934: Terre-Neuve renonce à un gouvernement responsable en faveur d'une commission gouvernementale

comprenant de membres nommés par le gouvernement britannique.

1946: La Convention nationale s'ouvre pour discuter et débattre de l'avenir politique de Terre-Neuve.

1947: Les membres de la Convention envoient des délégations à Londres et à Ottawa. À Londres, les Britanniques ont clairement fait savoir que si Terre-Neuve revenait à un gouvernement responsable, elle ne pourrait espérer aucune aide financière ou économique. À Ottawa, un projet de conditions d'union est négocié.

Mars 1948: Après que la Convention nationale a choisi de ne pas faire figurer la Confédération sur les bulletins de vote du référendum, la Grande-Bretagne passe outre cette décision.

Juin 1948: Le premier référendum a lieu et parmi les trois options proposées, soit le maintien de la commission gouvernementale, le retour à un gouvernement responsable ou l'adhésion à la Confédération. Aucun choix n'obtient plus de 50% des voix.

Juillet 1948: Un second référendum a lieu entre les deux choix dominants du référendum précédent. La Confédération devient le choix gagnant avec 52,3% contre 47,7% qui ont voté pour le gouvernement responsable.

Décembre 1948: Les Conditions d'union entre Terre-Neuve et le Canada sont signées.

1^{er} avril 1949: Joseph Smallwood devient le premier ministre de la nouvelle province du Canada.



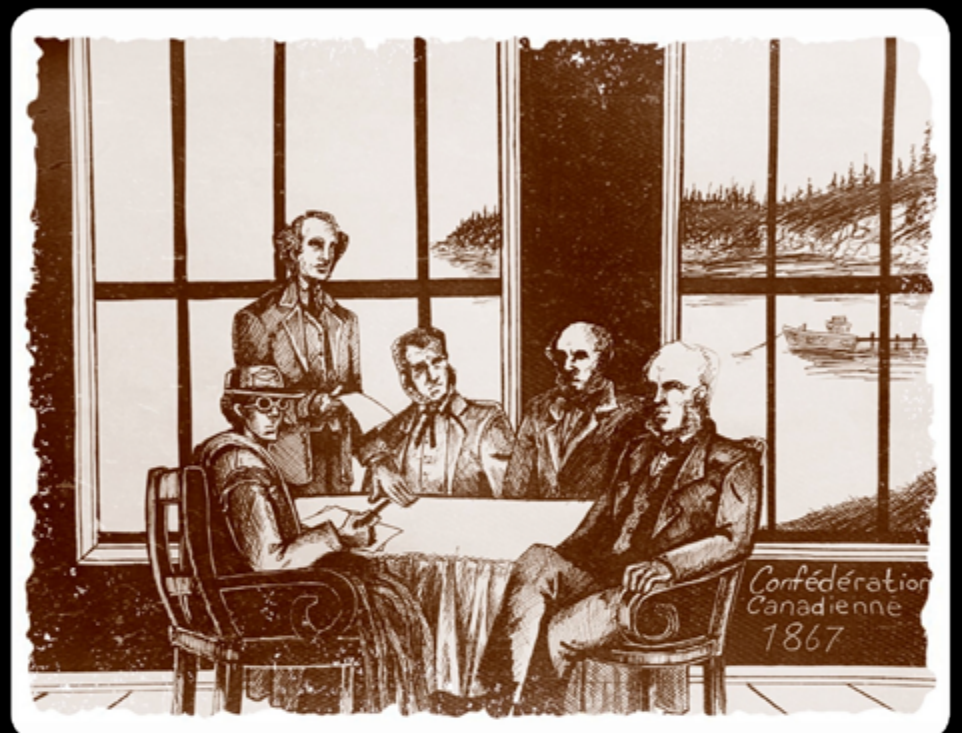
Après deux référendums, Joseph Smallwood signe les Conditions d'union entre Terre-Neuve et le Canada le 11 décembre 1948. Photo: Bibliothèque et Archives Canada

Les mésaventures du gaboteur

150+ ANS DE RECHERCHE JOURNALISTIQUE

Saviez-vous que le bateau du gaboteur peut voyager dans le temps? C'est exactement ce qu'a fait le héros de votre journal francophone pour publier cette édition sur le 75^e anniversaire de la Confédération!

BANDE DESSINÉE: MATTHEW PARNELL



Reproduit avec l'aimable autorisation de JK Hillier et www.heritage.nf.ca, le site Web du Patrimoine de Terre-Neuve-et-Labrador.

Les années 1800

LES PREMIÈRES TENTATIVES DE LA CONFÉDÉRATION

Bien avant la signature de l'Accord de Terre-Neuve en 1949, l'initiative visant à faire entrer Terre-Neuve dans la Confédération était en cours depuis 1864.

À l'automne 1864, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick ont organisé la pre-

mière réunion pour discuter de l'union des colonies britanniques d'Amérique du Nord. Il n'y avait aucun représentant du gouvernement de Terre-Neuve car elle a été invitée à la dernière minute.

Une deuxième réunion a été organisée au Québec le 10 octobre suivant. Les délégués de Terre-Neuve y étaient présents cette fois-ci. Le gouvernement conservateur de Terre-Neuve envoie deux délégués à cette conférence: Frederick Carter, président de la Chambre d'assemblée, et Ambrose Shea, chef de l'opposition libérale.

Dans leur rapport officiel, les délégués de Terre-Neuve ont affirmé que «l'union serait favorable au bien-être de la colonie... et... nous ne pouvons pas refuser d'adhérer à ce projet sans aggraver les conséquences préjudiciables de notre isolement actuel».

Malgré ceci, Terre-Neuve n'a pas envoyé de représentants à la Conférence de Londres de 1866, durant laquelle le gouvernement britannique et ses colonies se sont mis d'accord sur les termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. La Province

du Canada, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse travaillent ensemble pour devenir le Dominion du Canada, et ce, le 1^{er} juillet 1867.

Le 13 novembre 1869, une élection générale a eu lieu à Terre-Neuve, dont la question de l'entrée dans la Confédération canadienne était centrale. Les conservateurs et les libéraux, dont sont respectivement nés les groupes pro-Confédération et anti-Confédération, ne pouvaient pas se mettre d'accord là-dessus.

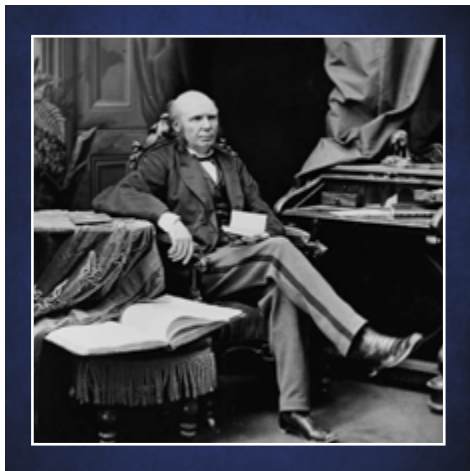
Le parti anti-Confédération a remporté l'élection avec 21 sièges contre 9.

Bien que la population terre-neuvienne ait refusé de rejoindre la Confédération canadienne en 1869, les deux nations faisaient partie de l'Empire britannique. Elles partageaient un voisin commun, le Labrador, et devaient travailler ensemble sur des enjeux tels que la pêche et les relations commerciales avec les États-Unis.

Une autre chance de négocier l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération s'est présentée au début de 1895. En décembre

1894, les deux banques de la colonie s'étaient effondrées. La colonie était menacée de faillite et l'entrée dans la Confédération semblait être une solution si bien que Robert Bond devait finalement négocier avec Ottawa. Les négociations n'ont pas abouti, et la colonie a réussi à survivre grâce à l'obtention d'un prêt.

Il n'y a pas eu de négociations officielles pendant plus de 50 ans par la suite.



Premier ministre conservateur, Frederick Carter perd les élections de 1869, mais quand il reprend le titre en 1874, et abandonne sa campagne pour rejoindre le Canada.
Photo: Bibliothèque et Archives Canada



Charles Fox Bennett, chef du parti Anti-Confédération, est devenu premier ministre de Terre-Neuve en 1870. Photo: Wikimedia Commons

Début du 20^e siècle

Ayant survécu à la crise financière de 1894-1895, Terre-Neuve réussit à conserver son autonomie. En 1907, Terre-Neuve est devenue Dominion.

Après encore plus de négociations sur la pêche et les relations avec les États-Unis, au fil des ans, le Canada et Terre-Neuve se rapprochent. Le tracé de la frontière du Labrador dans les années 1920 provoque la seule véritable querelle d'importance.

Si Terre-Neuve gérait les «côtes» labradoriennes à cette époque, la frontière intérieure n'était pas bien définie. D'ailleurs, à Londres, le Comité judiciaire du Conseil privé résout ce conflit en 1927 et trace les frontières telles que nous les connaissons aujourd'hui.

Face à des dettes après la Première Guerre mondiale et une situation économique désastreuse après la Crise de 1929, Terre-Neuve propose l'inexécution de ses engagements financiers en 1932. Ottawa et Londres sont consternés par cette annonce et une commission royale est mise sur pied

LES RELATIONS INTERNATIONALES



Le dernier parlement sous un gouvernement responsable.
Photo: *The Book of Newfoundland*, Vol 1, édité par J.R. Smallwood

afin d'examiner la situation. Elle est présidée par Lord Amulree et comprend un représentant du gouvernement canadien.

La solution de la Grande-Bretagne, dont les détails se trouvent dans le rapport de la commission royale, était de suspendre le gouvernement responsable et d'assumer la responsabilité directe des finances du pays.

Au lieu de prendre la voie de la Confédération, en 1934, Terre-Neuve renonce à un gouvernement responsable en faveur d'une commission gouvernementale non élue.

Lorsque la Deuxième Guerre mondiale éclate en 1939, ni Terre-Neuve, ni Labrador se retrouvent avec défense, troupes, armes et ou soutien gouvernemental.

Après une période d'incertitude, il est devenu évident que ses défenses doivent relever de la responsabilité de l'Amérique du Nord.

En juin 1940, des troupes canadiennes sont en garnison à l'aéroport de Gander, qui passe rapidement sous contrôle canadien. Le gouvernement canadien participe ensuite à la construction d'un aéroport à Goose Bay, au Labrador. En vertu de l'accord sur les bases louées entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, signé en mars 1941, le personnel américain commence à arriver en grand nombre à Stephenville, Argentia et St. John's.

En 1942, le gouvernement britannique réfléchit à l'avenir de Terre-Neuve. Il faudrait mettre un terme à la Commission de gouvernement à la fin de la guerre. Cependant, quelle forme de gouvernement s'y substituerait? Un dominion autonome ne s'effondrera-t-il pas de nouveau comme au début des années 1930? La Grande-Bretagne devra-t-elle lui porter secours de nouveau?

Les années 1940

Le gouvernement responsable ne sera pas immédiatement rétabli après la guerre. En place se tiendra une convention nationale qui permettrait aux citoyens de Terre-Neuve et du Labrador d'étudier leur situation et de déterminer leur avenir. Un référendum suivrait la convention.

Les membres de la convention ont envoyé des délégations à Londres et à Ottawa en 1947. À Londres, les Britanniques ont clairement fait savoir que si Terre-Neuve revenait à un gouvernement responsable, elle ne pourrait espérer aucune aide financière ou économique. À Ottawa, un projet de conditions d'union est négocié.

Si la Convention avait décidé que seuls deux choix devaient figurer sur le bulletin

de vote - le gouvernement responsable et la commission de gouvernement - Joseph Smallwood proposa et réussit à y ajouter la Confédération. Le premier référendum a lieu le 3 juin 1948 et, parmi ces trois choix, la majorité des électeurs opte pour le gouvernement responsable.

Aucun des choix n'ayant obtenu plus de 50%, un second référendum ne portant que sur les deux choix les plus populaires est prévu pour le 22 juillet 1948. Entre le gouvernement responsable et la Confédération cette fois, une petite majorité, 52,3%, des électeurs ont choisi la Confédération.

Terre-Neuve-et-Labrador devient officiellement la 10^e province du Canada le 31 mars 1949.

UN CONTE DE DEUX RÉFÉRENDUMS



La signature des Conditions de l'union, le 11 décembre 1948. Photo: Archives nationales du Canada

De nos archives

BOUTEILLES, DISCOURS EN CAMIONNETTE ET ALLOCATIONS FAMILIALES

Marina Simon, de Cap Saint-Georges, est née dans un Dominion devenu province du Canada. Dès son plus jeune âge, cette fière Franco-Terre-Neuvienne bilingue de la péninsule de Port-au-Port a pointé son regard vif sur les mœurs électorales et la situation des femmes de l'île, particulièrement en milieu rural.

Propos recueillis par JACINTHE TREMBLAY | OCTOBRE 2016

Jacinte Tremblay (JT): Vous êtes née 10 ans après l'obtention du droit de vote pour les femmes à Terre-Neuve-et-Labrador. Quels sont vos premiers souvenirs de campagnes électorales?

Mary Simon (MS): Les campagnes électorales, c'était une grande aventure sur la péninsule. Les hommes faisaient des paris sur les candidats gagnants, ça parlait fort et il y avait même des batailles entre les partisans politiques.

Aussi, avant les élections, il y avait toujours des gens de St. John's qui venaient chez mes parents pour avoir leurs votes. Je n'avais pas encore l'âge de voter mais j'étais curieuse. Je les observais en silence.

Je me rappelle que ces organisateurs électoraux arrivaient toujours avec des bouteilles... Avant leur départ, ils demandaient à mon père s'ils pouvaient compter lui aux élections. Il répondait toujours: oui, oui. Dès qu'ils étaient partis, si c'était des Conservateurs, il lançait: No way! il n'en est pas question. Mes parents étaient Libéraux.

Je me rappelle aussi que ces visites étaient une affaire d'hommes. Ma mère était toujours ailleurs dans la maison.

JT: Avez-vous d'autres souvenirs?

MS: J'étais en 9^e année quand il y a eu le référendum sur l'adhésion de Terre-Neuve à la Confédération. Richard Cashin, qui était contre, est venu sur la péninsule de Port-au-Port. Mais je me rappelle surtout de Joey Smallwood. Il était habillé tout en noir et il a fait un discours dans la boîte d'une camionnette.

J'ai été l'entendre, même si on avait de l'école. Pendant son discours, il a dit: «I'm gonna fix everything!». Après ça, j'ai décidé de retourner à l'école avec deux autres filles. Je me suis dit: «Voyons donc qu'il va tout régler. Il n'est pas le bon Dieu, ni le Diable!».

JT: À cette époque, dans les années 1940, est-ce que les femmes parlaient des élections et du référendum sur la Confédération?

MS: Je n'ai jamais entendu les femmes parler de politique en public. Il faut dire qu'à cette époque, les parents ne parlaient pas de ce genre de sujets devant les enfants.

Ma mère était une femme forte et très indépendante pour son époque. Elle était aussi instruite et c'est elle qui lisait ce qui s'écrivait dans les journaux à mon père, qui ne savait pas lire. J'imagine que mes parents parlaient de politique ensemble mais je n'en ai jamais été témoin.

JT: Vous avez finalement eu le droit de voter à une élection provinciale...

MS: C'était dans les années 1950. Il fallait avoir 21 ans pour voter. Joey Smallwood a gagné, dans la province et chez nous. Quand les résultats sont sortis pour ma circonscription, il y avait seulement deux personnes qui avaient voté pour les Progressistes-Conservateurs. Le curé... et moi.

JT: Vos parents étaient Libéraux et vous avez exercé votre premier droit de vote autrement?

MS: Je n'aimais pas Joey Smallwood: personne ne peut «tout régler». Mais je reconnais qu'il a fait de bonnes choses. Ou plutôt que l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, qui était son objectif, a permis aux femmes en milieu rural un peu plus d'autonomie.

JT: Que voulez-vous dire?

MS: Avec la Confédération, les femmes ont commencé à recevoir des allocations familiales. Ces chèques émis en leur nom par le gouvernement fédéral ont apporté de grands changements pour les femmes, en particulier dans les petites communautés rurales.

Avant, les hommes étaient les seuls à avoir de l'argent et les femmes devaient demander la permission à leur mari pour acheter quoi que ce soit. Avec les allocations familiales, les femmes en milieu rural ont commencé à prendre le contrôle de leur vie parce qu'elles étaient moins dépendantes des hommes économiquement.

C'est ce qui a le plus changé les relations hommes et femmes en milieu rural dans la province.

JT: Quels autres changements ont modifié la vie des femmes?

MS: Un autre changement important a été, par exemple, la fin de l'exigence, dans les hôpitaux, d'avoir la signature d'un prêtre pour que des femmes puissent avoir une hystérectomie. Le clergé catholique a aussi perdu de son emprise sur les décisions des couples, en particulier celle d'avoir recours à la contraception. Le nombre d'enfants par famille s'est mis à diminuer.

Plus tard, les femmes ont pris ouvertement part aux discussions politiques et les parents se sont mis à parler de ces sujets devant et avec les enfants. Les jeunes sont aujourd'hui sensibilisés beaucoup plus tôt aux débats de société, entre autres avec l'organisation de simulations électorales dans les écoles.

JT: Quels changements souhaitez-vous pour les femmes maintenant?

MS: Le plus grand changement qui peut permettre les changements voulus par les femmes est qu'il y ait plus de femmes dans des postes de décision.

Au Canada, nous sommes mieux qu'en Europe pour la présence des femmes dans de tels postes mais il y a encore beaucoup à faire. Quand les femmes sont en faible pourcentage, elles perdent parfois courage.

J'ai l'espoir qu'avec les femmes plus jeunes, elles osent se présenter aux élections, à des postes de direction dans les entreprises, les sociétés d'État, et que leur présence fasse en sorte que d'autres changements arrivent. Et si elles ne sont pas élues du premier coup, il faut qu'elles entrent en campagne dès le lendemain de la défaite, pour préparer la prochaine victoire.

LE «BABY BONUS» FAIT DES TERRE-NEUVIENNES DES CANADIENNES

«La promesse d'allocations familiales a sans doute été celle qui a convaincu le plus de gens à voter pour la Confédération lors du référendum de 1948. Joey Smallwood a été vu comme un Dieu quand les femmes ont reçu leur premier chèque d'allocations familiales, connu à l'époque comme le Baby Bonus. Dans des familles de la péninsule qui avaient un peu d'argent, ce premier chèque n'a jamais été changé et il a été encadré avec la photo de Joey Smallwood», se rappelle Marina Simon.

Pendant la première année qui a suivi l'envoi des premiers chèques, en avril 1949, quelque 50 000 mères de familles de la province ont reçu ensemble près de 10 millions de dollars.

(Source: Edwards Roberts, auteur du livre *How the baby bonus came to Newfoundland*, paru en 2013 chez Franker Press).

MARINA SIMON, EN BREF

Marina Simon était membre du Conseil consultatif sur le statut de la femme de Terre-Neuve-et-Labrador (Provincial Advisory Council on the Status of Women Newfoundland and Labrador). À Cap Saint-Georges, son village de la péninsule de Port-au-Port, elle a été, pendant deux mandats, la mairesse d'un conseil municipal composé exclusivement de femmes.

Fière Franco-Terre-Neuvienne, madame Simon était l'une des membres fondatrices de l'organisme Les Terre-Neuviens Français, de Cap Saint-Georges, et de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador. Elle a reçu le Prix Roger-Champagne, la plus haute récompense décernée dans la province à une personne qui s'est démarquée pour son engagement envers la francophonie de Terre-Neuve-et-Labrador.

Détentrice de baccalauréat en arts et en éducation de l'Université Memorial, Marina Simon se définit maintenant, d'abord et avant tout, comme une enseignante à la retraite. Et pour cause. Elle a été directrice d'école et enseignante pendant 36 ans et suppléante pendant 10 ans après avoir pris sa retraite. Elle a également enseigné aux adultes pendant six ans.



Marina Simon. Photo: Jacinte Tremblay

Société

LA DEMI-HEURE DE GLOIRE DE TERRE-NEUVE

La fin du monde arrive à minuit! Minuit trente à Terre-Neuve... C'est une blague qui remonte à plusieurs années, un clin d'œil à la dernière venue dans la Confédération canadienne qui vit une demi-heure avant ou après ses voisins. Donnons l'heure juste.

MARC POIRIER | FRANCPRESSE

Cette blague de la demi-heure de Terre-Neuve trouve son origine dans le fait que les émissions nationales du réseau anglais de Radio-Canada (CBC) débutent partout à la même heure au pays, sauf à Terre-Neuve, où c'est «une demi-heure plus tard».

C'est une taquinerie dont les francophones de Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick ont longtemps été l'objet lorsque le réseau français de Radio-Canada annonçait l'heure de ses émissions nationales en ajoutant «une heure plus tard dans les Maritimes».

Et cette précision sous-entendait que cette même émission, qui était «une heure plus tard» dans les Maritimes, était encore une autre demi-heure «plus tard» à Terre-Neuve.

Vous me suivez?

Sinon, ce n'est pas grave. Là n'est pas notre propos principal. Voici la vraie question: pourquoi Terre-Neuve évolue-t-elle dans le temps avec une demi-heure de différence par rapport aux fuseaux horaires voisins, et non une heure comme (presque) tout le monde?

Avant d'aller plus loin – et pour ajouter encore plus de confusion –, précisons qu'une région du sud-est du Labrador vit à la même heure que l'île de Terre-Neuve, mais que tout le reste de la partie continentale de la province est dans le même fuseau horaire que les provinces maritimes (et les Îles de la Madeleine), soit l'heure de l'Atlantique.

On verra tout à l'heure que ça se complique encore plus. Repons la question: pourquoi une demi-heure de plus?

Eh oui, pourquoi?

Parce que faire simple n'est pas terre-neuvien.

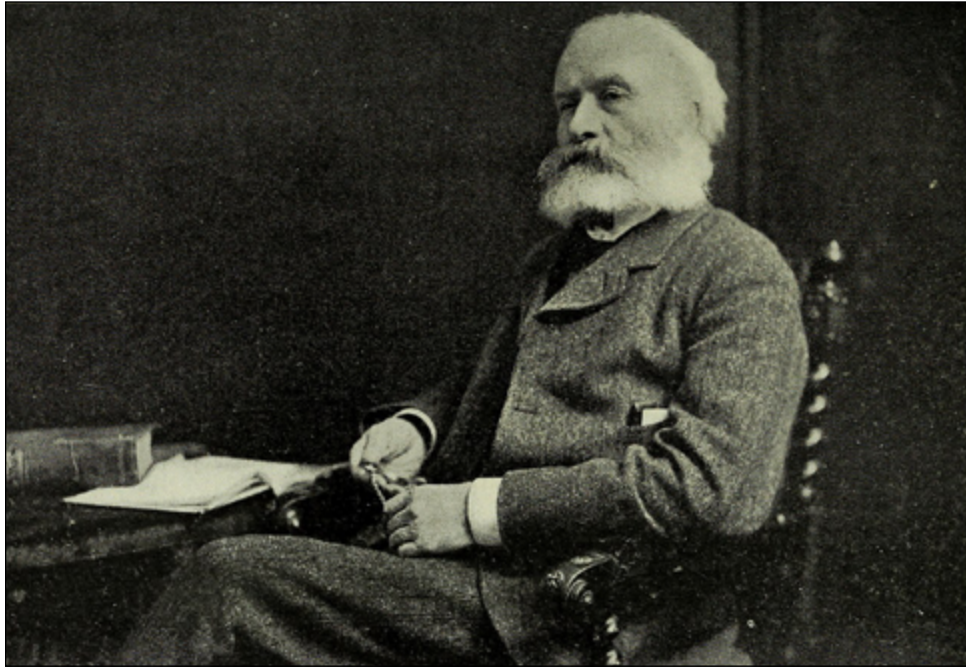
Plus sérieusement, Terre-Neuve-et-Labrador aurait pu partager la même heure et ne pas être «décalée» de 30 minutes. Géographiquement, la province se trouve dans le même fuseau que les Maritimes, «UTC-4» (heure normale), c'est-à-dire quatre heures de moins que l'heure du méridien 0, soit celui de Greenwich en Angleterre.

La référence qui s'appelait autrefois «temps moyen de Greenwich» (GMT) est maintenant désignée comme le «temps universel coordonné» ou UTC.

Il faut se rappeler que pendant très longtemps, en Europe comme en Amérique du Nord, chaque ville avait une heure totalement différente de ses voisines parce qu'elles utilisaient l'heure solaire.

La pratique est devenue très problématique avec l'arrivée du chemin de fer puisqu'elle pouvait provoquer des collisions entre les trains puisqu'il n'y avait pas encore de référence universelle pour l'heure.

En Grande-Bretagne, les compagnies ferroviaires parviennent à faire adopter une heure commune, celle de Londres, sur tout le territoire.



Si la planète est divisée en 24 fuseaux horaires équivalents à une heure chacune, on le doit beaucoup à l'ingénieur écossais Sandford Fleming, qui a vécu toute sa vie adulte au Canada. Photo: Wikimedia Commons



Les délégués de 25 pays à la conférence internationale de Washington, en 1884, se sont entendus pour uniformiser le monde en 24 fuseaux horaires, avec comme référence le méridien de Greenwich. Photo: Wikimedia Commons, domaine public.

Au Canada et aux États-Unis, l'affaire est plus complexe en raison de l'étendue des territoires des deux pays. Là également, les compagnies de chemin de fer vont jouer un rôle déterminant.

Entre en jeu un ingénieur écossais: Sandford Fleming. Pendant plusieurs décennies, Fleming travaillera au sein de différentes compagnies ferroviaires canadiennes en tant qu'ingénieur et arpenteur, jusqu'à devenir ingénieur en chef du Canadien Pacifique.

Il jouera un grand rôle dans l'organisation d'une conférence internationale à Washington, en 1884, qui adoptera un temps universel et la division du monde en 24 fuseaux horaires avec comme référence le méridien de Greenwich.

Terre-Neuve choisit son heure

Les pays définissent alors tour à tour leurs fuseaux horaires.

Or, Terre-Neuve ne fait pas encore partie du Canada à l'époque et est un dominion indépendant. Elle va donc choisir elle-même son heure standard, en 1935. C'est la Commission de gouvernement de Terre-Neuve qui s'en charge.

Comme un peu partout ailleurs, l'île compte plusieurs différentes heures en usage. Terre-Neuve – le Labrador compris – se trouve, comme mentionné plus haut, dans le fuseau horaire UTC-4.

Sauf que la capitale, St. John's, où vit la grande majorité de la population, est située à l'extrême est de ce fuseau, presque à cheval sur la ligne démarquant les zones UTC-4 et UTC-3.

Quand on dit presque, c'est vraiment presque. Plus précisément, la ville de St. John's est à

3 heures 33 minutes et 33 secondes de moins que l'heure du méridien 0. C'est donc pour cette raison que la future dernière province canadienne adopte une heure officielle de 30 minutes de plus que UTC-3 et 30 minutes de moins que UTC-4.

Et le Labrador? Cette région étant située plus à l'ouest que l'île de Terre-Neuve, elle observe le même fuseau horaire que les provinces maritimes, «l'heure normale de l'Atlantique» (HNA). Sauf... comme on l'a dit, une petite région du sud-est qui, elle, est synchronisée avec l'heure de l'île de Terre-Neuve.

De multiples espaces-temps

Pour ajouter un peu de piquant à tout ça, il faut rappeler que l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, près de la côte sud de Terre-Neuve, est quant à lui dans le fuseau UTC-3, soit une demi-heure de plus que l'île de Terre-Neuve, une heure de plus que les provinces maritimes et la grande partie du Labrador.

Ainsi, lorsqu'il est 14h00 à St. John's, les horloges indiquent 13h30 à Moncton, Halifax, Havre aux Maisons et Labrador City, et 14h30 à Saint-Pierre-et-Miquelon. Passionnant non?

Terre-Neuve n'est pas le seul endroit au monde à évoluer dans un fuseau horaire avec un décalage d'une demi-heure.

Par exemple, l'Inde a choisi un fuseau de 5,5 heures à l'est du méridien 0. Téhéran, en Iran, et Kaboul, en Afghanistan, sont respectivement à 3,5 et 4,5 heures à l'est de l'UTC ±0. Le Népal remporte la palme avec un fuseau UTC+5:45. Heureusement, Radio-Canada ne diffuse pas là-bas!

Dans les Amériques, l'Uruguay et le Suriname ont déjà eu un fuseau horaire décalé d'une demi-heure par rapport à leurs voisins, mais les deux pays ont modifié leur heure depuis. Ce qui fait de Terre-Neuve un endroit unique sur notre continent.

En 1988, la province a voulu être encore plus distincte en adoptant une heure avancée de deux heures au lieu d'une. La fin du monde serait alors arrivée à 1 h 30 au lieu de minuit. L'expérience n'a pas été répétée.

En 2020, une pétition demandant d'avancer l'heure normale de Terre-Neuve d'une demi-heure, soit à UTC-3 (comme à Saint-Pierre-et-Miquelon) avait reçu plus de 1500 appuis. Mais rien n'a changé. Faut croire que l'heure n'était pas encore venue.

CONDITIONS DE L'UNION

Depuis que Terre-Neuve-et-Labrador est une province canadienne, sa relation avec le reste du pays a été assujettie aux Conditions de l'union. Le document définissait les pouvoirs et les obligations que les gouvernements provincial et fédéral devaient assumer en vertu des Conditions de l'union, et il garantissait que la Constitution canadienne s'appliquerait ici comme aux autres provinces. Il décrivait également diverses clauses propres à Terre-Neuve-et-Labrador – par exemple ses frontières, le découpage des circonscriptions électorales, le système d'éducation confessionnel et certains accords financiers. Le fuseau horaire terre-neuvien, quant à lui, n'a pas changé.

Pour découvrir les Conditions de l'Union comme ils ont été acceptés, rendez-vous ici: <https://www.heritage.nf.ca/articles/politics/pdf/terms-of-union.pdf> (anglais seulement)

Source: www.heritage.nf.ca

SCIENCE

PASCAL LAPOINTE | LE DÉTECTEUR DE RUMEURS, AGENCE SCIENCE-PRESSE

UNE ÉCLIPSE, SYNONYME D'APOCALYPSE? FAUX

Les craintes qu'une éclipse soit annonciatrice d'une grande catastrophe appartiennent à un lointain passé? Faux, constate le *Détecteur de rumeurs*.

Le contexte

À travers l'histoire des différentes civilisations, les éclipses solaires ont donné lieu à toutes sortes d'interprétations, souvent funestes: devant la disparition en apparence terrifiante du Soleil, nombreux étaient ceux qui voulaient y voir le signe d'un événement grave à venir.

Les anciens Babyloniens, il y a 3000 à 4000 ans, voyaient par exemple dans une éclipse un mauvais présage pour leurs rois. De nombreux récits, de la Chine jusqu'à l'Europe, associent l'éclipse à une guerre ou au décès d'un grand chef. Une exception notable: selon l'historien grec de l'Antiquité Hérodote, une éclipse survenue en l'an 585 avant notre ère, là où est aujourd'hui la Turquie, aurait tellement impressionné les deux armées ennemies, que celles-ci auraient immédiatement décidé de faire la paix.

Certains observateurs du ciel n'ont toutefois pas attendu les temps modernes pour analyser une éclipse de façon rationnelle, relate l'astronome californien Tyler Nordgren dans son ouvrage *Sun, Moon, Earth: the History of Solar Eclipses* (2016). Le philosophe grec Anaxagore serait le premier, il y a 2500 ans, à avoir déduit d'une éclipse solaire que la Lune était plus près de la Terre que ne l'était le Soleil: l'assombrissement n'était donc rien d'autre que l'ombre de la Lune passant au-dessus de nos têtes.

De cette déduction en découlaient deux autres: le Soleil était beaucoup plus gros que la Lune; et si on était un jour capable de mesurer le diamètre de l'ombre de la Lune, on pourrait calculer la distance Terre-Lune. Un calcul, selon les historiens, qu'aurait réalisé trois siècles plus tard l'astronome Hipparque de Nicée. Les éclipses étaient devenues, du coup, un banal problème de géométrie.

Aujourd'hui

Il peut donc sembler étonnant qu'au 21^e siècle, les éclipses solaires continuent d'être accompagnées de récits alarmistes, voire apocalyptiques. Celle du 8 avril 2024 ne fait pas exception.

Plusieurs vidéos sur TikTok affirment par exemple avoir découvert la «preuve» que cette éclipse annonce, selon les uns, la «fin des temps», et selon les autres, quelque chose de très grave sur le point de se produire aux États-Unis — puisque ce pays aura droit au plus gros de la «zone de totalité», c'est-à-dire la trajectoire de l'éclipse totale: une bande de terre de moins de 200 km de

large où le Soleil sera complètement caché par la Lune.

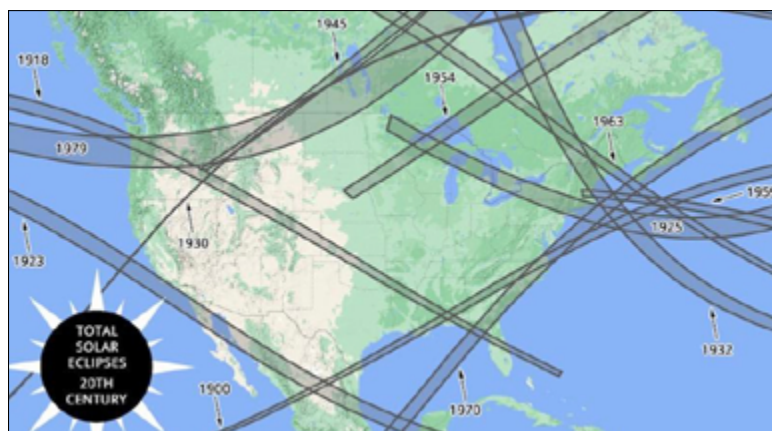
L'une des théories qui circulent abondamment est que ce «parcours» passe par huit villes (sept aux États-Unis, une en Nouvelle-Écosse) appelées «Ninive» (en anglais, Nineveh). Le fait qu'il y ait aussi une ville de ce nom dans la Bible serait annonciateur d'une catastrophe imminente, assure-t-on.

Ce qui est faux dans cette théorie: en réalité, comme le note le site américain de vérification des faits *Lead Stories*, le parcours de totalité ne survole que deux de ces villes. Les autres ne vivront qu'une éclipse partielle. Il faut aussi se rappeler qu'une éclipse n'est «totale» que là où la Lune cache complètement le Soleil, soit uniquement à l'intérieur de cette zone. Même là où le Soleil est caché à 99%, on parle d'une éclipse partielle, et la luminosité, au moment critique, demeure notablement plus élevée que dans la zone de totalité.

Une variante de cette théorie des huit villes est que, si l'on superpose les parcours des éclipses totales du 8 avril 2024 et du 21 août 2017 — la plus récente aux États-Unis — cela donne quelque chose qui ressemble à un X. Une occurrence qui, prétend «Kela» dans sa vidéo vue 7 millions de fois et demie sur TikTok, «ne serait jamais arrivée auparavant aux États-Unis».

Ce qui est faux dans cette théorie: en réalité, comme il y a en moyenne une éclipse solaire totale par 18 mois (on en recense 71 au 20^e siècle, dont 18 aux États-Unis), il suffit d'en superposer quelques-unes sur une carte géographique pour obtenir des dessins intrigants.

D'autres rumeurs font intervenir une comète dans l'histoire. Découverte en 1812, la comète 12P/Pons-Brooks revient dans notre région du système solaire tous les 71 ans. Le 21 avril, elle sera à son point le plus rapproché du Soleil (le périhélie), ce qui veut dire qu'elle sera déjà visible dans le ciel le jour de l'éclipse. Pour certains «influenceurs», il ne s'agit pas d'une coïncidence: cette comète va heurter la Terre.



Source: https://nationaleclipse.com/maps/usa_20th_century.html



Photo: Justin Dickey (Unsplash)

Il est possible que la rumeur ait aussi été alimentée par le fait que la comète a reçu, en juillet 2023, le surnom «comète du diable» (Devil's Comet) en raison des photos de ses jets de gaz et de poussière qui lui donnaient vaguement l'apparence d'une tête avec deux cornes.

Ce qui est faux dans cette théorie: parce qu'on la connaît depuis 300 ans, on peut prédire avec précision la trajectoire de cette comète. Elle passera à 232 millions de km de la Terre (c'est environ 500 fois plus loin que la Lune).

Les éclipses de 2017 et de 1999

Lors de l'éclipse de 2017, plutôt qu'une comète, l'auteur David Meade avait invoqué la «planète Nibiru» ou «Planète X», censée — elle aussi — entrer en collision avec la Terre. Nibiru est une planète mythique qui tournerait autour du Soleil en 3600 ans et qui, à chacun de ses «retours» dans nos parages, occasionnerait des catastrophes (on l'avait aussi invoquée autour des peurs de la fin du monde des Mayas, en 2012). Dans son livre *Planet X: The 2017 Arrival*,

Meade avait prédit le 23 septembre 2017 comme jour de la catastrophe: soit 33 jours après l'éclipse... parce que, selon lui, le chiffre 33 revient souvent dans la Bible.

Ce qui est faux dans cette théorie: considérant que l'on peut détecter des astéroïdes et des comètes à des milliards de kilomètres, une planète ne passerait pas inaperçue dans les télescopes.

Le pasteur australien Steve Ciocolanti est l'un de ceux pour qui la «grande éclipse solaire américaine» du 21 août 2017 était «un signe confirmé de la fin des temps» — comme en témoignaient les ouragans «de Houston, de Floride et de Porto Rico». Pour en savoir plus, on pouvait se procurer les 3 DVD de sa conférence... pour la modique somme de 15 dollars.

En 1999, le couturier français Paco Rabanne avait prédit que la station spatiale russe, appelée Mir, allait tomber sur Paris le jour de l'éclipse solaire, le 11 août 1999. Deux mois plus tard, il avait eu l'humilité de présenter ses excuses à ceux qui avaient eu véritablement peur.

La même année, à en croire l'astrologue française Elizabeth Teissier — qui s'était vantée dans le passé d'avoir eu la confiance du président François Mitterrand — l'éclipse totale devait entraîner un conflit ouvert entre l'Inde et le Pakistan, la reprise de la guerre au Kosovo, l'implosion révolutionnaire de la Chine, en plus de quelques tremblements de terre et accidents nucléaires. *Le Détecteur de rumeurs* n'a pas trouvé de trace de ces événements dans les journaux de 1999...

Gouvernement du Canada / Government of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À LABRADOR CITY (TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR) NUMÉRO DE DOSSIER : 81002673

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 26 avril 2024, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Labrador City, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1^{er} septembre 2026.

Pour voir la version intégrale de cette invitation, consultez le site d'AchatsCanada à <https://achatscanada.canada.ca/fr/occasions-de-marche> (mot-clé : X111B X170A M290B 80130000) ou communiquez avec Cynthia Livingston au 782-377-1187 ou à cynthia.livingston@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Canada

AGENDA COMMUNAUTAIRE

LIZ FAGAN

ST JOHN'S

Tous les lundis

La Rose des vents. Avez-vous besoin de vous décrocher? Alors venez chanter! Tous les lundis du mois de septembre au mois de mai, la chorale francophone La Rose des Vents tient ses répétitions au Centre des Grands-Vents (CGV) de 19h à 21h. Les nouveaux membres sont les bienvenus; il n'est pas nécessaire de passer une audition ni de parler un français parfait! Si vous avez 16 ans ou plus, veuillez s'inscrire en ligne sur www.acfsj.ca.

Le 9 avril

Lunch des débrouillards. Les membres des débrouillards se réunissent une fois par mois pour partager un repas. Le prochain se tiendra le 9 avril à partir de 11h30 au CGV. Venez vivre un moment de convivialité, de socialisation et de partage avec

d'autres gens de 50 ans et plus - en français! Une contribution de 5\$ est demandée pour chaque participant. Pour confirmer votre présence, envoyez un courriel à culture@acfsj.ca ou appelez l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ) au (709) 726-4900.

Le 8 et le 15 avril

Yoga avec Cindy. Tous les lundis à 17h30, l'ACFSJ propose des cours de yoga au CGV avec Cindy Butt de Far Out Fitness. Les frais d'inscription sont de 30\$ pour les membres, de 35\$ pour les aînés et de 40\$ pour les non-membres. Pour plus d'informations ou pour vous inscrire, contactez l'ACFSJ ou visitez son site Web.

Le 9 et le 16 avril

Salsa avec Juan. Vous voulez toujours essayer la danse salsa, mais vous n'avez jamais eu l'occasion? L'ACFSJ offre des séances

de danse avec Juan Margalef à 19h30 tous les mardis au CGV. Ouvert au public de 16 ans et plus, l'inscription est donc obligatoire. Les frais d'inscription sont de 30\$ pour les membres, de 35\$ pour les aînés et de 40\$ pour les non-membres. Pour plus de renseignements et inscriptions, rendez-vous sur le site Web de l'ACFSJ.

Le 11 et le 18 avril

Danse africaine. Effie Tsobgny propose des cours de danse africaine tous les jeudis au CGV avec l'ACFSJ. Rendez-vous à 18h au CGV tous les mercredis. Les frais d'inscription sont de 30\$ pour les membres, de 35\$ pour les aînés et de 40\$ pour les non-membres. Inscrivez-vous en ligne.

Le 17 avril

La Journée du cinéma canadien. Rendez-vous au CGV à 19h pour une soirée film en français organisée par l'ACFSJ. Entrée libre avec un bar payant, le film projeté sera Testament de Denys Arcand et sera sous-titré en anglais.

Jusqu'au 26 avril

Stepper-Ton! Tous les vendredis, bougez votre corps en faisant du Stepper-Ton avec Effie Tsobgny à 17h au CGV. Les participants doivent avoir 14 ans et plus pour pouvoir y participer. Le tarif est de 20\$ pour les ados, 30\$ pour les membres, 35\$ pour les aînés et 40\$ pour les non-membres. Inscrivez-vous en ligne ou en contactant l'ACFSJ par téléphone au (709) 726-4900 ou par courriel au info@acfsj.ca.

Jusqu'au 24 avril

Les P'tits poussins au parc. Tous les mercredis, l'ACFSJ offre des activités gratuites et récréatives destinées aux enfants de 5 ans et moins et à leurs parents, en plein air et en français à Pippy Park de 9h30 à 11h30. En cas de mauvais temps, rendez-vous au CGV. Pour vous inscrire et plus de détails, veuillez contacter l'ACFSJ.

Jusqu'au 30 juin

Sports en français. Que vous jouiez au soccer ou au badminton, l'ACFSJ a besoin de vous sur l'équipe - peu importe votre niveau! Les jours de pratique de soccer tombent tous les dimanches à 10h et tous les mercredis à

20h. Ceux de badminton ont lieu tous les jeudis à 18h. Contactez l'ACFSJ ou visitez son site Web pour plus d'informations, puis rendez-vous au CGV!

LA CÔTE OUEST

Tous les samedis

Samedis tartine et chocolat. La fin de semaine commence bien à Corner Brook avec des activités en français au Coin Franco! De 9h à 12h jusqu'à la fin juin, chaque enfant est le bienvenu pour participer à des jeux, des sports, et des travaux manuels. Le coût est de 30\$ par enfant, par session. Pour plus d'informations et pour vous inscrire, contactez Le Coin Franco au info@lecoinfranco.ca ou bien au (709) 800-4014.

Tous les lundis et jeudis

Le Café Franco. Avez-vous soif de parler français autour d'un café? Joignez-vous aux membres et amis du Coin Franco à Corner Brook de 13h à 16h30, où une boisson vous sera offerte. Contactez Le Coin Franco pour en savoir plus.

LABRADOR

Le 7 avril

Randonnée en raquettes. Admirez les belles vues de la Big Land et de la Belle Province lors d'une randonnée en raquettes avec l'Association Francophone du Labrador (AFL). Rendez-vous à la frontière Labrador-Québec à 13h30. L'AFL fournira du chocolat chaud, une collation et organisera un petit feu. Pour louer des raquettes, pour vous inscrire à la randonnée, et pour organiser un covoiturage, contactez l'AFL au (709) 944-6600 ou au info@aftnl.ca.

Le 24 avril

Parc intérieur. De 17h à 19h au Kids Club à Labrador City, venez jouer au parc intérieur! Chaque personne aura une pizza de 6 pouces. Veuillez noter également que les enfants doivent être accompagnés d'un adulte. Les places sont limitées à 42 personnes. Veuillez donc vous inscrire avec votre enfant sur le site Web de l'AFL ou en contactant directement l'AFL.

MOTS CROISÉS

N° 865

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												■
2								■				
3							■					
4		■										
5												
6										■		■
7		■						■				
8	■										■	
9									■			
10												
11												
12												

HORIZONTALEMENT

1. Boire souvent et avec excès.
2. Caféier le plus cultivé dans le monde — Préfixe.
3. Mettre par couches — Grand poisson osseux.
4. Champion — Confuse.
5. Mode des années 60 — Comédien.
6. Division de l'histoire — Association.
7. Eaux-de-vie — Marche en montagne.
8. Monnaies bulgares — Éliminée.
9. Instruments d'optique — Substantif.
10. Acquiescer à — Institution.
11. Gamin de Paris — Inventer.
12. Amorphe — Tes parents.

VERTICALEMENT

1. Chasser — Partagé.
2. Nacrer — Gentleman cambrioleur.
3. Sur le dos du mulet — D'un État d'Asie, sur la mer Rouge.
4. Bois précieux — Futur.
5. Glousser — Sel d'acide urique.
6. La langue des félibres — Grande quantité de poissons — Classé.
7. Nudiste.
8. Chanteuse — Détériorer.
9. Enlacement — Silencieux.
10. Rassasiés — Modernisé.
11. Éperon de navire — Commune de Belgique.
12. Flétrie — Peuple majoritaire du Cambodge.

RÉPONSE DU N° 865

SUITE DE LA PAGE 3: «Notre santé, notre économie, nos portefeuilles»

Le gouvernement envisage de créer des centres d'excellence sur le vieillissement dans les hôpitaux régionaux de la province, ce qui représente un investissement de 6 millions de dollars. Un autre montant de 3,5 millions de dollars servira à créer des environnements favorables et adaptés pour les personnes atteintes de démence dans 42 établissements de soins de longue durée.

En plus des investissements «records» sur les soins de santé, le budget annonce des investissements dans le bien-être des aînés et dans le logement qui ont aussi pour objectif de contribuer à cette transformation du système de santé.

Ces investissements comprennent des programmes communautaires et des aides financières: 10 millions en subventions aux personnes âgées à faible revenu pour des services de soutien tels que le déneigement et la livraison d'épicerie, ainsi

qu'une aide financière pour la nourriture et le chauffage pour les aînés résidant sur les côtes du Labrador.

Sur quatre ans, le gouvernement investira 36 millions de dollars pour construire plus de 100 nouveaux logements à Corner Brook, dans le centre de l'île et dans l'Ouest du Labrador. 13 millions de dollars seront dépensés pour financer l'initiative Transitional Supportive Living dans la capitale.

Autre annonce faite au cours de la présentation du budget: la Newfoundland and Labrador Housing Corporation ne sera plus une société d'État et sera intégrée comme service du gouvernement. Quelle est la différence entre ces deux genres d'entités? *L'Encyclopédie canadienne* précise que «contrairement aux ministères du gouvernement qui sont soumis à un contrôle politique plus direct, les sociétés d'État jouissent d'une plus grande liberté.»

Il reste à voir comment cela affectera à court et moyen termes la qualité des services offerts par cette corporation.

SUITE DE LA PAGE 3: «Déception et perplexité» face au budget 2024

Demandes pour son personnel

En plus d'une demande d'expansion de l'école Boréale, à Happy Valley-Goose Bay, le CSFP a de nombreux besoins au niveau de son personnel.

«Nous avons demandé de l'argent pour quatre nouveaux postes au siège social et on nous a accordé ces quatre nouveaux postes là», constate Michael Clair, mais seulement de façon temporaire, précise-t-il. «Qu'est ce que ça veut dire, temporaire, ce que ça veut dire un an, deux ans, cinq ans? Et puis, à la fin de cette période, quelle qu'elle soit, est-ce qu'il faudrait appliquer encore sans avoir de garantie d'avoir ça?», se demande le président.

Le CSFP souhaite que ces postes soient financés de façon permanente pour pouvoir offrir une programmation égale à celle du conseil scolaire anglophone.

Monsieur Clair ajoute: «Notre personnel est surchargé, deux de nos employés nous ont annoncé récemment qu'ils quittaient à cause de la surcharge de travail.»

«Il faut absolument corriger ça si on veut avoir un conseil scolaire qui peut faire son travail et où les gens ne sont pas essouffés, et si on veut continuer dans le futur», dit-il, ajoutant que le CSFP a également demandé au gouvernement provincial des fonds pour effectuer une étude de consultant afin de rendre ses procédures administratives internes plus efficaces. À travers cette consultation, le CSFP veut également prendre ces procédures pour les transformer en politiques permanentes.

«Parce qu'on est une si petite équipe, il faut être très efficace. On ne peut pas gaspiller du temps à tout simplement reproduire des processus», explique-t-il.

Si le CSFP a pu garder ces quatre postes pour une période indéfinie, il souhaite également rassembler son équipe administrative, qui se trouve à l'école des Grands-Vents ainsi qu'à l'école Rocher-du-Nord.

«On a besoin de ces espaces là pour des classes pour les élèves et on a demandé au gouvernement qu'ils nous trouvent un bureau central dans la ville capitale pour tout mettre nos employés du siège social», explique monsieur Clair. «Aucun mot de ça dans le budget.»

En fin de compte, le CSFP exige pour ses élèves une éducation équitable par rapport à celle des écoles anglophones.

CARNAVAL D'HIVER

LIZ FAGAN

LA FÊTE PARTOUT DANS LA PÉNINSULE DE PORT-AU-PORT

Les Franco-terreneuviens savent faire la fête. Pour marquer l'hiver, les associations francophones régionales de la péninsule Port-au-Port ont organisé un carnaval qui s'est déroulé du 1^{er} au 17 mars!

Le Carnaval d'hiver à Cap Saint-Georges a eu lieu du 8 au 16 mars dernier, captant bien la joie de vivre à la franco-terre neuviennaise.

Le 1^{er} mars: Tournoi de fléchettes à l'Héritage de l'Île Rouge de La Grand'Terre; 2 mars: tournoi de cribbage au Centre des Terre-Neuviens Français de Cap Saint-Georges; 3 mars: retour à La Grand'Terre

pour jouer au Texas Hold'em avant la journée scolaire au Cap le lendemain. Vous voyez ce que je veux dire - beaucoup d'événements et de jeux, et ce, tout au long de la côte.

Les activités se sont poursuivies pendant les deux semaines suivantes, les participants faisant l'aller-retour pour participer à des jeux de bingo, des ateliers

d'artisanat, de la zumba et une soirée dansante pour les adolescents. Le 9 mars, l'Anse-à-Canards s'est joint aux festivités avec une soirée dansante au centre communautaire Chez les français.

Partout, il y avait plusieurs activités sportives et des jeux traditionnels, tels que le chug-a-lug et le rasage de ballon ainsi que des jeux pour adultes comme le poker et

billiards. Le concours de la reine jeunesse s'est quant à lui déroulé à La Grand'Terre.

Pour clôturer les festivités, le groupe MPH a joué pendant la danse de la Saint-Patrick au Centre des Terre-Neuviens Français. Pour ceux qui n'ont pas trop fêté, le lendemain, les derniers jeux et concours se sont déroulés lors de la Journée familiale le 17 mars au Cap.

JEUX FRANCO-LABRADORIENS 2024

LIZ FAGAN

TOUT LE MONDE GAGNE À LA 40^E ÉDITION DES JEUX

La 40^e édition des Jeux Franco-labradoriens s'est déroulée du 15 au 17 mars dernier, jumelant le sport et la compétition avec la francophonie du Big Land en invitant les élèves de Happy Valley-Goose Bay à l'Ouest du Labrador à y participer.



La tradition de la pêche sur glace existe depuis très longtemps. Cela exige de la prudence, en tenant compte de la densité de la glace pour s'assurer qu'elle est suffisamment solide.
Photo: Courtoisie de l'AFL

L'esprit convivial est incontournable au *Big Land*! La preuve? Des événements tels que les Jeux Franco-Labradoriens, dont l'Association Francophone du Labrador (AFL) fête la 40^e anniversaire.

Le 15 mars dernier a vu le lancement des Jeux Franco-labradoriens avec un souper d'ouverture au Anik Lodge, où la compétition a commencé avec un tournoi de fléchettes et un peu de glissement en dehors.

Le lendemain a commencé avec du Mini-golf sur glace et une course de patins au Lac Tanya. Un dîner communautaire, avec de la soupe et de la pizza pour se réchauffer avant une journée de compétitions sportives, comprenant le pickleball, le hockey bottines et une course à chaises de bureau, s'est déroulé au gymnase Menihék. Les enfants ont égale-

ment pu jouer au parcours d'obstacles et profiter une quoi gonflable? Ensuite, les participants se sont rendus au Centre Récréatif Mike Adam pour se baigner et faire des épreuves de piscine.

Après ces activités a eu lieu le souper de clôture à O'Brien Hall, qui a réuni les participants pour la remise des médailles. Mais le plaisir ne s'est pas arrêté là! L'énergie ludique de la journée a continué jusqu'à la soirée avec un concert du groupe Port-aux-Poutines. Adrian House, musicien de St. John's et agent d'établissement en immigration francophone du Compas, et Dafnée Gagnon de l'école ENVOL, sont également montés sur scène pour interpréter des chansons.

La chanson de cette dernière, «Mon chum est parfait», figure sur le nouvel album *Jamais Trop*

Tôt dans le cadre du Festival International de la Chanson de Granby, sorti en mars dernier.

Dimanche le 17 mars a commencé par une randonnée en motoneige à partir du Station Shell. Après

l'activité hivernale, le groupe de randonneurs a profité d'un petit déjeuner aux Moose de Fermont. Finalement, les Jeux franco-labradoriens ont terminés avec de la Pêche sur glace sur le Lac Jean, là où les Jeux ont commencé.



De gauche à droite avec Rigolo, la mascotte des Jeux, pendant le tournoi de fléchettes, c'est Alexandre, Karine, Maëlys Chantal, et Nadia!
Photo: Courtoisie de l'AFL

COUPE AFRICAINE DES NATIONS

CAROLINE FORTUNE

LE TOURNOI SUIVIE PAR LES IVOIRIENS D'ICI

La Coupe africaine des nations (CAN) 2024, dont le pays organisateur, la Côte d'Ivoire, champion d'Afrique après un score de 2 à 1 contre le Nigeria, a offert un spectacle captivant et plein de rebondissements pour les amateurs de football du monde entier; et cela bien au-delà des frontières du continent africain!

Parmi les nombreuses personnes qui ont suivi de près cette compétition se trouvent les Ivoiriens et Ivoiriennes vivant dans la capitale de la province. Pour eux, la CAN n'est pas seulement un événement sportif, mais aussi un lien fort avec leur patrie d'origine et une occasion de célébrer leur identité culturelle.

Ainsi, la CAN 2024 a été marquée par des moments de suspense, des hauts et des bas pour les supporters ivoiriens du Rocher. L'équipe nationale de Côte d'Ivoire, surnommée les Éléphants, a suscité beaucoup d'espoir parmi la diaspora ivoirienne, qui a suivi les matchs avec passion et dévouement, à l'instar de Olassade Joane Ahmed qui raconte d'avoir une application sur son téléphone qui lui a permis de les voir en direct.

Elle se dit également «fière et honorée» que ce soit la Côte d'Ivoire qui ait gagné, et «fière de tout ce que le gouvernement ivoirien a mis en place». Ce fut pour elle une belle occasion de parler de son pays avec ses collègues et les amis. Elle ajoute que «grâce aux influenceurs présents là-bas, les gens ont pu découvrir d'autres aspects comme la culture, les mets ivoiriens et surtout l'hospitalité ivoirienne». Le fait que cela fut mis en avant à ce point lui a «vraiment réchauffé le cœur, car c'est une facette importante de notre identité.»

Des buts manqués et atteints

L'impact de la CAN va bien au-delà du terrain de football pour les Ivoiriens de Terre-Neuve-et-Labrador. Ils expriment leur fierté pour leur pays d'origine et leur amour pour le sport qui les unit.

C'était, selon Olassade, «un bon moyen de faire connaître les différences entre les pays africains», précisant que la compétition s'est déroulée pendant le mois de l'histoire des Noirs.

Cependant, elle constate «que malgré une population afrodescendante grandissante, les différentes associations n'ont pas profité de l'occasion pour se réunir!»

«Nous sommes des peuples voyageant beaucoup, qui nous retrouvons à Terre-Neuve-et-Labrador, et nous avons perdu une opportunité de nous faire connaître des personnes ici, c'est dommage.»

En assistant à ces moments de football, en présentiel ou à la télévision, un bel esprit sportif s'est montré. En effet, le Maroc, pays demi-finaliste de la dernière

Coupe du monde, une première pour un pays africain, a permis le salut des Ivoiriens en battant la Zambie lors de la dernière journée de phase de groupe. Cela a offert la meilleure troisième place aux Éléphants qui furent ainsi sauvés. Les supporters des deux pays se sont par la suite soutenus mutuellement tout au long de la compétition.

Finalement, la CAN 2024 a été bien plus qu'un événement sportif pour les Ivoiriens de Terre-Neuve-et-Labrador. C'était une véritable célébration de l'identité et de la passion partagée pour le football. Même à des milliers de kilomètres de distance, ils ont montré que leur lien avec la Côte d'Ivoire reste fort et vibrant, et que le sport a le pouvoir de rassembler les gens, peu importe où ils se trouvent dans le monde.

PHOTOREPORTAGE

LES ÉLÈVES QUI FÊTENT LE MULTICULTURALISME

Lors de la 24^e célébration annuelle de Sharing Our Cultures, qui s'est déroulée du 17 au 20 mars dernier, des jeunes d'un peu partout de la province se sont réunis sous un même toit pour découvrir des invités musicaux tels que Andrew Kagumba, Persio Dominguez, Becca Bartlett, le groupe St. John's Afrodance. Des élèves francophones et anglophones ont également fait des présentations sur différentes cultures du monde.

LIZ FAGAN



Mark Cherwick de l'école Rocher-du-Nord joue de la musique ukrainienne.
Photo: Cody Broderick



Les élèves en 6^e année de l'école Bishop Field sourient pour une photo de classe.
Photo: Courtoisie



Ces deux camarades de classe apprécient les présentations multiculturelles au musée The Rooms durant la semaine du 17 mars dernier. En envoyant sa photo au *Gaboteur* dans le cadre d'un concours, Tomas Dyke-Eason, à droite, a gagné une carte cadeau Amazon! Félicitations!
Photo: Courtoisie



Les amies Sepideh et Amah de l'école MacDonald Drive Junior High profitent du moment pour partager leurs sourires.
Photo: Courtoisie



Alex et Esme de l'école Bishop Field remplissent ses «passeports» culturels, en demandant aux présentateurs de partager des informations sur les cultures découverte au cours de l'événement.
Photo: Courtoisie



Au musée The Rooms, les élèves ont eu la possibilité de rencontrer la lieutenant-gouverneure Joan Marie Aylward. Photo: Courtoisie



Graham Villeneuve et Adem Amirouche montrent au public que le jeu fait partie de la culture de chacun avec leurs Legos, un jouet destiné aux enfants de 4 à 99 ans. Photo: Cody Broderick



Le présentoir sur les mouches de pêche est animé par les frères Nicolas et Benjamin Abrard (absent de la photo). Leur père, l'artiste Denis Abrard, s'est également présenté le 17 mars pour soutenir ses fils.
Photo: Courtoisie



Ces quatre élèves innus se sont rendus de Sheshatshiu à la capitale pour partager leur histoire et leur culture avec les *townies* de l'île. Photo: Cody Broderick



Lloyes Diamond Grah, Delphine Richard et Claire Gillingham présentent la République de Côte d'Ivoire à travers des vêtements, de l'art et du Djembé, un instrument de musique originaire de l'Afrique de l'ouest.
Photo: Cody Broderick